

**RÈGLEMENT N° 485**

---

**Règlement concernant les animaux  
et applicable par la Sûreté du  
Québec**

---

À une séance ordinaire des membres du conseil de la Ville de Louiseville, tenue au lieu ordinaire des sessions, le 12 avril 2010, à 20 h, à laquelle sont présents :

M. Claude Lahaie	siège n° -1-
M. Jean-Pierre Gélinas	siège n° -2-
M. Yvon Deshaies	siège n° -3-
M <sup>me</sup> Françoise Hogue Plante	siège n° -4-
M. Gilles A. Lessard	siège n° -5-
M <sup>me</sup> Murielle Bergeron Milette	siège n° -6-

Formant quorum sous la présidence de son Honneur monsieur le maire, Guy Richard.

Étaient aussi présentes : M<sup>e</sup> Martine St-Yves, directrice générale et greffière  
Sonia Desaulniers, greffière adjointe.

---

ATTENDU que le conseil municipal juge nécessaire de réglementer la possession et la garde des animaux, de manière à assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général sur le territoire de la municipalité;

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné par Madame Françoise Hogue Plante en vertu de la résolution 2010-044 à la séance ordinaire du lundi 8 février 2010.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR MADAME FRANÇOISE HOGUE PLANTE ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ que le conseil décrète ce qui suit et que le présent règlement soit adopté à toutes fins que de droit :

**ARTICLE 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement et il peut être référé au présent règlement comme étant le règlement RM04.

**ARTICLE 2 : DÉFINITIONS**

Aux fins de ce règlement, les expressions et mots suivants signifient :

- Gardien : Propriétaire d'un animal, personne qui en a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal;
- Contrôleur : Outre les agents de la paix, la ou les personnes physiques ou morales, sociétés ou organismes que le Conseil de la municipalité a, par résolution, chargé d'appliquer la totalité ou une partie du présent règlement;

### **ARTICLE 3 : NUISANCE**

Constitue une nuisance et est prohibé un chien qui aboie ou hurle d'une manière à troubler la paix.

### **ARTICLE 4 :**

Constitue une nuisance et est prohibée la garde d'un chien :

- a) qui a mordu un animal ou une personne;
- b) qui a attaqué une personne lui causant des blessures corporelles nécessitant une intervention médicale;

### **ARTICLE 5 : CAPTURE ET GARDE**

Le contrôleur peut capturer ou saisir au domicile de son gardien et mettre en fourrière, en cage ou à l'enclos, un chien constituant une nuisance telle que définie à l'article 4 et l'euthanasier ou le faire euthanasier dans les quarante-huit (48) heures suivant sa capture, si son gardien ne l'a pas réclamé dans ce délai en payant les frais de garde fixés à quinze dollars (15,00\$) par jour et s'engager par écrit à se départir du chien dans les vingt-quatre (24) heures suivant sa remise par la municipalité.

### **ARTICLE 6 : GARDE**

Tout animal gardé à l'extérieur d'un bâtiment doit être tenu ou retenu au moyen d'un dispositif (attache, laisse, clôture, etc.) l'empêchant de sortir du terrain.

### **ARTICLE 7 : ENDROIT PUBLIC**

Le gardien ne peut laisser l'animal libre dans un endroit public ou sur une propriété privée autre que celle du propriétaire de l'animal sauf avec l'autorisation expresse du propriétaire de la propriété privée, dans ces cas, l'article 6 doit être respecté.

### **ARTICLE 8 : MORSURE**

Lorsqu'un chien a mordu une personne, son gardien en avise le contrôleur le plus tôt possible et au plus tard dans les vingt-quatre (24) heures.

### **ARTICLE 9 : DROIT D'INSPECTION, CONTRÔLEUR**

Le conseil autorise le contrôleur à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h toute propriété mobilière et immobilière ainsi que l'extérieur ou l'intérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si les règlements y sont respectés et ainsi tout propriétaire, locataire ou occupant de ces maisons, bâtiment et édifice, doit recevoir ces personnes et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution de ce règlement.

Quiconque entrave de quelque façon le travail du contrôleur lors de l'application d'une des dispositions des présentes, contrevient au présent règlement.

### **ARTICLE 10 : AUTORISATION**

Le conseil autorise de façon générale le contrôleur et les agents de la paix à délivrer des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

## **DISPOSITIONS PÉNALES**

### **ARTICLE 11 : AMENDES**

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende minimale de 100 \$ et maximale de 300 \$ pour une première infraction s'il s'agit d'une personne physique et d'une amende minimale de 200 \$ et maximale de 600 \$ s'il s'agit d'une personne morale;

Pour une récidive, l'amende minimale est de 200 \$ et l'amende maximale est de 600 \$ s'il s'agit d'une personne physique et l'amende minimale est de 400 \$ et l'amende maximale est de 1200 \$ pour une personne morale;

Est un récidiviste une personne qui a été condamnée pour la même infraction dans les deux dernières années.

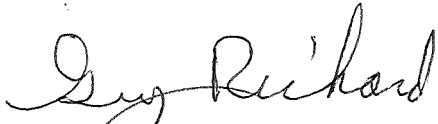
#### **ARTICLE 12 : REMPLACEMENT**

Le présent règlement remplace, à toutes fins que de droit, les règlements applicables par la Sûreté du Québec au même effet.

#### **ARTICLE 13 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTÉ À LOUISEVILLE  
CE 12<sup>e</sup> JOUR DU MOIS D'AVRIL 2010



GUY RICHARD  
MAIRE



M<sup>e</sup> MARTINE ST-YVES  
GREFFIÈRE